

ACOEUR OUVERT AVEC MONSIEUR ROMAIN ABILE HOUEHOU, PRÉSIDENT DE LA LIGUE POUR LA DÉFENSE DES CONSOMMATEURS AU BÉNIN

L'Etat doit rehausser le niveau des salaires et le pouvoir d'achat de toutes les couches sociales du Bénin



Monsieur Romain ABILE HOUEHOU

teurs de Gsm ont pu réduire le coût de leur produit. Là encore rien n'est fait s'il reste encore à faire. Le combat continue jusqu'à l'obtention totale d'un coût consenti par le commun des consommateurs. La ligue pour la Défense des Consommateurs du Bénin se bat avec acharnement dans le domaine de la révision du coût de Gsm à la baisse. Aujourd'hui, je puis vous dire que si le gouvernement a intimé l'ordre aux promoteurs de Gsm de réviser leur prix à la baisse, l'argument qui était utilisé par le gouvernement, c'était la masse des consommateurs. Nous devons continuer jusqu'à ce que l'Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications (ARPT) soit installée afin des secteurs de la Télécommunication soient rendus performants dans notre pays. Puisque, si on s'attaque au Gsm tout simplement on ne finira jamais de résoudre le problème à sa racine. Il faut s'attaquer à tous les secteurs de télécommunication au Bénin et, c'est ce à quoi nous nous attelons. La semaine dernière, nous avons donné un ultimatum au gouvernement de deux (2) mois, jusqu'au 30 octobre prochain, afin qu'il puisse installer l'ARPT. Vivement qu'il prenne les dispositions qui s'imposent pour le renforcement du secteur téléphonique.

Pour ce qui concerne les hydrocarbures, notre pays est à économie libérale. Le secteur pétrolier est libéralisé. Nous avons la Direction de la Concurrence et du Commerce Intérieur (DDCI), une structure qui intègre les différentes charges et les taxes que l'Etat perçoit dans le cordon des produits pétroliers. Ce qui est déplorable, c'est que nous avons une structure de prix qui est hautement fiscalisée. Ce qui fait que le prix des produits revient un peu plus cher aux consommateurs. La LDCB et les membres du comité d'ajustement du prix des produits pétroliers, je puis vous affirmer que compte tenu de la montée du prix du baril sur le marché international, compte tenu du coût du dollar, le Bénin, n'a pas de marge de manœuvre. Le Bénin fixe les prix qui ne répondent qu'aux exigences du marché mondial. Le Bénin est le moins cher de la sous-région. Je viens de la Côte d'Ivoire où le prix de l'essence super est à 645 F CFA et le pétrole à 475 F CFA. Cependant, ce ne sont pas des indicateurs pour justifier que nous allons toujours observer des variations du prix. Car le pouvoir d'achat des béninois n'est pas celui des Ivoiriens. Si l'on veut avoir des variations de prix, il faut également revoir le pouvoir d'achat des populations. L'Etat doit prendre des mesures pour rehausser le niveau des salaires des fonctionnaires, rehausser le pouvoir d'achat de toutes les couches sociales du Bénin. Aujourd'hui,

vous devez constater que le train de vie des dirigeants étatiques est très élevé. Si l'Etat a les moyens d'acheter des Bmw dont le coût est de 25 millions par véhicule à ses cadres, il est clair qu'il dispose suffisamment de moyens pour améliorer les conditions de vie des populations.

Par rapport au ciment, au gaz domestique et autres, je puis dire qu'une fois les éléments utilisés dans la fabrication de ces produits augmentent, forcément on ne peut que constater cette situation. Pour y remédier, l'Etat se doit d'effectuer des réformes économiques. Pour ce faire, j'invite l'Etat, les syndicalistes et les représentants des consommateurs à se retrouver pour décider de l'idéal à instaurer. C'est donc la solution idoine pour une diminuer les souffrances des populations.

Dernièrement, vous avez fait une proposition relative à la mise sur pied d'un organe de régulation dans le domaine des télécommunications. Quels sont les biens fondés, les attributions et les objectifs de cette structure ?

C'est en fait une autorité qui s'installe dans un secteur lorsque le secteur est ouvert à la concurrence. Lorsque le privé intervient et l'Etat également dans un secteur, il faudrait qu'il y ait un organe indépendant qui joue le rôle d'arbitre. Cet arbitre, qui est donc l'autorité de régulation, a la responsabilité de mettre en place le plan de numérotation du Bénin. L'actuel plan de numérotation que le Bénin Télécom SA est en train de mettre en œuvre ne relève pas de son domaine. C'est un vieux projet qui devrait relever de l'autorité de régulation. Et comme nous sommes dans un pays où c'est le désordre qui prime et que personne ne sanctionne personne, les choses sont comme nous les voyons. Cette structure a dans ses attributions, la promotion des secteurs des télécommunications. Elle vise également à sanctionner les acteurs qui offrent de mauvais services en matière de télécommunications aux consommateurs, elle veille sur la couverture nationale de tous les réseaux de télécommunication dans le pays. De même, elle vise au respect des lois et règles qui régissent les télécommunications. Au Bénin, c'est Bénin Télécoms SA qui joue ce rôle. Mais, là l'Etat ne peut être juge et parti. Il ne peut pas vendre le service et le réglementer au même moment pendant que le privé, qui est en face, même les mêmes activités que l'Etat. C'est ce qui fait que le téléphone coûte trop cher au Bénin, car notre pays fait partie des derniers pays africains qui ne disposent pas encore d'un organe de régulation en matière

des télécommunications. Si aujourd'hui, le Bénin va en Tunisie au sommet de l'information de télécommunication sans son organe de régulation, il perdra beaucoup de choses. J'ai l'impression que nos dirigeants ne veulent pas l'installer parce qu'ils veulent remplir leurs poches. Ils veulent corrompre les opérateurs qui vendent les services de télécommunication au Bénin et vider l'autorité de son contenu avant de l'installer. Il faut qu'on soit vigilants. J'interpelle tout le monde, la Banque mondiale, les ministres en charge du Plan et de la Communication, le Secrétaire général du gouvernement afin que cette autorité soit installée. C'est la seule porte de sortie pour le Bénin actuellement parce que les prix des produits de base augmentent et, si ceux des télécommunications ne baissent pas, il y aura explosion sociale dans le pays d'ici cinq mois. Je le dis, les indicateurs sont là. C'est comme une prophétie.

L'on constate que les consommateurs eux-mêmes ne sont pas engagés. Quelles sont les actions que vous menez pour y remédier ?

C'est vrai chez nous, il y a manque de solidarité entre les consommateurs. Le Bénin n'étant pas un pays isolé au monde, ce qui se fait au Burkina, au Togo, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Mali par les organisations des consommateurs, c'est ce que nous faisons également ici. Nous essayons de sensibiliser, d'informer, de former les consommateurs sur les opportunités auxquelles ils ont droit. Nous essayons d'attirer l'attention du consommateur sur les menaces qui guettent ses intérêts. Nous faisons tout ceci afin que les consommateurs se sentent responsables face aux décisions prises par les autorités parfois en défaaveur de ces derniers.

Quel est votre mot de fin ?

C'est un appel que je lance à tous les consommateurs béninois. Qu'ils se mettent ensemble aux côtés de la LDCB afin que leurs intérêts soient défendus. Car plus on est fort, plus on fait de grandes choses. Et le destin des consommateurs se trouve dans leurs mains. Le monde aujourd'hui est un grand village et ce qui se passe au Bénin peut-être entendu aux Etats-Unis grâce aux médias. Ce qui se passe au Niger, nous l'avons appris. Ce sont les consommateurs qui ont amené l'Etat à revoir la taxe sur la valeur ajoutée sur certains produits stratégiques. Les consommateurs béninois peuvent le faire également à travers la LDCB.

Propos recueillis par Vincent HOUNSOU

ACTU-EXPRESS : Comment va le monde des consommateurs au Bénin ?

MONSIEUR ROMAIN ABILE HOUEHOU : Les consommateurs béninois sont très inquiets de la situation économique et du mode de gouvernance des affaires publiques au sommet de l'Etat. Et comme vous le constatez, tout coûte cher. Les services stratégiques comme le téléphone, l'eau, l'électricité, le ciment, les produits pétroliers, bref, les produits de première nécessité coûtent chers. Aujourd'hui, le prix des hydrocarbures monte sans probable révision à la baisse. Pire encore, le pain, une alimentation à laquelle les béninois se sont adonnés, pas une alimentation de base parce qu'ils l'ont adoptée, aujourd'hui, son prix augmente lentement mais sûrement. Un certain nombre de services et de biens dont les prix ont grimpé. Malheureusement, le pouvoir d'achat des consommateurs n'a pas connu d'augmentation. Il ne connaît aucune amélioration relative et proportionnelle à l'évolution du coût de ces services et biens. Cette disproportion constitue donc le problème fondamental. C'est ce que j'appelle la série noire des consommateurs béninois. Face à cette série de montée de prix, nos politiques sont et demeurent impuissantes. Nos dirigeants font comme si rien ne se passe dans le pays. C'est une manière de faire preuve de ce que

les consommateurs ne représentent rien dans ce pays. Même si on est à la veille des élections présidentielles, c'est l'occasion plus que jamais pour que les différents probables candidats s'intéressent aux conditions de vie des populations qu'ils auront à convaincre bientôt sur leurs projets. Je rappelle qu'il n'y a pas de président sans les électeurs. Chacun des présidentiables est en train de réfléchir sur la manière à laquelle il sollicitera son électorat.

Quelles sont vos armes face aux problèmes liés au GSM, aux produits pétroliers qui sont à la fois rares et chers, au gaz domestique « oryx », au ciment et à l'augmentation du prix du pain ?

Nos armes face aux prix de vente de ces produits stratégiques, notamment le prix de communication sur le Gsm, la LDCB a été la première organisation de consommateurs à monter un créneau pour dénoncer le caractère ruineux des coûts de communication sur ce réseau au Bénin. Elle a, dans la même vision, organisé une marche des consommateurs en 2003. Cette marche a été suivie de celle de Maître Lionel AGBO et, comme ce dernier est un homme politique, les médias l'avaient couverte largement si bien qu'on avait observé une forte médiation des actions menées par Maître dans la bataille de GSM. Grâce à ce combat les promo-